

Rapport final de la réunion Genève, 15–16 mai 1997

Sobhi Tawil

Institut universitaire d'études du développement, Université de Genève

INTRODUCTION

Le rôle de l'éducation, et plus particulièrement celui de la scolarité, dans les situations de conflit est ambivalent. Elle peut porter en son sein l'éruption de la violence et de conflits, l'aide pour affronter les crises et pour se rétablir par la suite, mais elle peut également contribuer à résoudre et à prévenir ces conflits. Avec l'escalade des antagonismes politiques, sociaux, religieux et ethniques observés depuis la fin de la guerre froide, l'éducation dans les situations de conflit et de crise est apparue comme un problème majeur. Plus récemment, la réunion du milieu des années 1990 de la Tribune sur l'éducation pour tous (Amman, 1996) a souligné l'importance d'assurer que l'éducation fait partie des interventions de première nécessité; cela signifie que l'éducation doit être insérée de bonne heure dans le continuum linéaire secours-réhabilitation-développement. En effet, rétablir les services sociaux de base, y compris l'éducation, est essentiel au retour de la société à une vie normale.

Cependant, malgré la problématique croissante relative à l'éducation dans les situations critiques et dans le processus de redressement, les conséquences ou les implications les plus fondamentales de la violence et du conflit sur l'organisation de l'éducation et de la formation ne semblent faire l'objet d'aucune attention sérieuse. Cette question et ce nouvel examen plus fondamentaux de l'éducation et de la formation ne semblent pas être un souci majeur des décideurs et des chercheurs dans le cadre de la reconstruction. L'attention accordée à l'éducation dans les situations de conflit/crise tend traditionnellement à se concentrer sur la restauration du processus normatif en vue de promouvoir la stabilité et le retour à la normalité. ☒ Panser les plaies ☞ d'un conflit suppose toutefois davantage qu'une simple réhabilitation des services éducatifs et demande de réexaminer de manière critique le rôle et le but de l'éducation au cours des différentes phases du développement des conflits politiques, sociaux et ethniques. L'absence de cet examen critique tendrait sérieusement à amoindrir la vision d'un continuum linéaire urgence-secours-réhabilitation-développement et pourrait favoriser une vision plus cyclique.

Ce nouvel examen critique est également crucial si le processus de reconstruction doit être considéré comme une ☒ ouverture ☞ pour repenser l'organisation de l'éducation afin d'encourager la stabilité et de promouvoir la paix en inculquant de nouvelles valeurs fondées sur des principes de justice, de solidarité et de participation. Il ressort actuellement que la tendance générale est de mettre plus l'accent sur l'éducation pour la paix comme un outil de prévention des conflits. Cependant, la fin d'un conflit et le retour à l'ordre social suppose plus qu'un retour à ce qui était dans le passé. Nous devrions tenter de comprendre, dans la mesure du possible, ce qui n'a pas fonctionné. Que pouvons-nous apprendre du rôle de l'éducation dans l'apparition des situations de conflit et de crise de diverses natures ?

L'intervention de l'éducation dans les situations de conflit doit se fonder sur une analyse approfondie. En admettant le fait que les stratégies d'intervention dans les situations antérieures, simultanées et postérieures au conflit doivent être spécifiques au contexte, il a été jugé nécessaire d'examiner quatre cas assez différents afin de parvenir à une compréhension plus globale du rôle joué par l'éducation dans le développement des situations de conflit. Des

discussions ont donc été organisées autour des divers sujets relatifs à la question de (i) l'éducation comme catalyseur potentiel dans le déclenchement de conflit/violence, avant de se tourner vers la question de (ii) l'éducation dans les situations critiques, la réhabilitation et la reconstruction. L'analyse de ces deux ensembles de thèmes aiderait à éclairer la signification à donner au concept de (iii) l'éducation pour la paix dans différents contextes. L'atelier a réuni des chercheurs universitaires ainsi que des praticiens, et des décideurs (cf. Annexe 1) impliqués dans la formulation, la mise en œuvre et le financement d'interventions sur le terrain. Ce rapport constitue une tentative de saisir la dynamique des débats et des discussions entre les participants relatifs aux sujets et aux problèmes pertinents qui ont été identifiés et aux types de questions soulevées.

Un mot de mise en garde

Les quatre études qui suivent illustrent des violences de nature différente et d'intensité variable, allant de la normalisation de la violence structurelle dans la vie quotidienne en Colombie à l'impact extrêmement dévastateur d'une guerre prolongée sur la société cambodgienne, de la désintégration d'un ordre social et du déclenchement de la guerre civile en Sierra Leone à la lutte pour l'autodétermination de la société palestinienne sous l'occupation. Chaque étude de cas illustre différentes étapes dans le développement de la violence et des conflits et la manière dont l'organisation de l'éducation est impliquée. Malgré la difficulté à discerner les différentes phases du développement de la violence et des conflits, la dimension temporelle suppose des problèmes très variés relatifs à l'éducation.

Néanmoins, derrière ces différences, la violence semble affecter de manière croissante l'organisation de la société et de l'éducation en général. Les manifestations physiques statistiquement observables de la violence vis-à-vis de l'organisation de l'éducation (massacre et/ou enlèvement d'étudiants et d'enseignants, destruction d'infrastructures, enrôlement d'étudiants comme combattants) indiquent l'ampleur ou l'envergure du problème. Ces manifestations ne nous informent pas de l'impact à plus long terme, plus subtil sur le développement social sous l'angle de la survie et de la sécurité ultérieures. Étudier la violence dans la société est un exercice d'introspection profonde qui soulève des questions éthiques et philosophiques fondamentales relatives à la civilisation humaine et qui dépassent les limites de ce rapport.

AVANT LE CONFLIT

L'éducation comme catalyseur

Étant donné que les enfants sont de plus en plus impliqués dans les conflits, que ce soit comme victimes ou comme protagonistes, et que nombre de combattants participant actuellement aux conflits armés ont largement bénéficié du système scolaire, il a été jugé opportun de mettre en question le véritable rôle du système éducatif dans les situations de conflit. Déterminer dans quelle mesure les choix de la politique de l'éducation et la nature des systèmes de gestion de l'éducation expliquent ou reflètent le climat de tension politique menant au conflit n'est pas une tâche aisée. Il est nécessaire de faire la distinction entre l'éducation ☒ complice de la rébellion ☞ et du déclenchement du conflit et l'éducation victime de la violence et de la destruction lorsque l'origine du conflit réside ailleurs. Un certain nombre de facteurs ont été identifiés à l'heure de réfléchir à la manière dont l'éducation peut contribuer au processus de désintégration sociale et politique pouvant déboucher sur la violence et le déclenchement d'un conflit armé.

Modernisation et violence

La violence peut être considérée comme inhérente au processus de modernisation au cours duquel les contrats sociaux sont détruits avant que d'autres formes de cohésion sociale et de socialisation ne soient édifiées. Cela peut se voir à l'aide de la ☒ dégradation d'une société humanitaire ☞ en Sierra Leone et à l'aide du rôle de l'☒ éducation clandestine ☞ en Palestine pendant l'insurrection et pendant la phase actuelle de construction de l'État-nation. La vitesse des changements qui caractérise l'évolution sociale récente en Colombie a également été clairement associée à la montée de la violence. En outre, les cas du Mozambique et de l'Algérie illustrent clairement la manière dont le processus de modernisation de l'éducation crée de nouvelles identités nationales en rejetant les identités traditionnelles locales. Dans le cas de l'Algérie, la résistance à ce processus de modernisation de l'éducation peut être interprétée comme étant une lutte pour la survie des traditions et constitue un ingrédient essentiel du fondamentalisme. La prise de conscience de la nature violente et souvent brutale du changement et de la modernisation nous aiderait donc à comprendre et à anticiper les événements.

Instruction publique et culture communautaire

Dans le passé, la modernisation implique aussi l'imposition de systèmes scolaires étrangers ainsi que de cultures étrangères dans de nombreuses parties du monde en développement. Fondés sur le modèle de l'instruction né en Europe au dix-neuvième siècle, le contenu et le mode d'organisation de la scolarité sont encore souvent peu représentatifs des cultures locales ou nationales. En raison des curriculums étrangers et de l'utilisation des langues étrangères, la scolarité est un facteur aliénant dans de nombreuses régions d'Afrique actuellement, créant un fossé de communication entre les étudiants et leurs parents et leurs communautés. Dans le souci actuel de placer la scolarité dans son contexte, il est nécessaire de rendre l'école à la communauté. La scolarité peut aller dans le sens d'une série de valeurs communes parmi les différentes communautés nationales ou dans le sens de l'obtention d'une compréhension et d'une acceptation d'une pluralité d'interprétations.

La scolarité est donc manifestement un instrument d'intégration dans le processus de construction de l'État-nation et peut être conflictuelle dans une situation de sociétés multiculturelles. Il a été rappelé cependant que les expériences de construction de l'État-nation en Occident sont extrêmement variables. Sans s'arrêter sur la manière dont la notion de communauté est définie, un certain nombre de questions restent à traiter. Les différents types d'☒ écoles communautaires ☞ sont-ils mieux adaptés au niveau local ? Peut-on trouver un équilibre entre les modes d'organisation et d'identification sociales fondés sur la communauté et un degré minimal de compréhension collective et de consensus au niveau national ? L'organisation sociale fondée sur la communauté est-elle une étape historique nécessaire ?

Écart de frustration et injustices économiques

Le progrès de la scolarité de masse, inhérent au processus de modernisation, a considérablement accru l'accès à l'éducation scolaire de même qu'aux moyens de communication, créant ainsi de nouvelles attentes et de nouveaux besoins de consommation. Il semble cependant qu'il y ait un écart entre l'importance de l'essor de l'accès à l'éducation scolaire et le modèle de croissance des revenus réels et les possibilités d'emploi. C'est un paradoxe, par exemple, que l'Amérique latine, qui dispose d'un niveau relativement élevé de développement de l'éducation sur le plan macro-social, soit la région du monde où la répartition des richesses est le plus inéquitable. Ce sont de telles différences entre la distribution de l'éducation scolaire et les attentes qu'elle suscite et la répartition des richesses

et le salaire réel ainsi que les possibilités de consommation qui donnent lieu à un ☒ écart de frustration ☞ qui peut, en l'absence de mécanismes adéquats permettant de gérer les conflits, contribuer à la violence. Cela s'illustre tristement par la participation des ☒ aspirants oubliés ☞ comme combattants des deux côtés de la guerre de rébellion en Sierra Leone. Si l'hypothèse d'un écart de frustration s'avère exacte, elle soulève des questions fondamentales quant aux implications de la promotion du principe de démocratisation de l'éducation ou de l'Éducation pour tous (EPT), notamment en l'absence de mesures d'accompagnement sur le plan économique et politique. La recherche du principe de démocratisation de l'éducation menant à l'EPT doit s'accompagner de mesures de politique générale certes, mais aussi, et plus spécifiquement, de mesures visant à assurer la démocratie pour tous.

Pouvoir affaibli de la scolarisation en tant qu'agent de socialisation

L'éducation ne peut être assimilée uniquement à la scolarité. Le concept général inclut plutôt un large éventail de processus d'éducation et de socialisation. Ces processus de socialisation des enfants et des jeunes se caractérisent par une concurrence entre les divers agents de socialisation tels que la famille, l'école, les médias, etc. Les médias, et la télévision en particulier, sont généralement considérés comme des modes de socialisation très puissants qui peuvent être en contradiction avec les efforts de socialisation que fournissent la famille et l'éducation scolaire. En outre, les valeurs normatives et violentes et les modèles de comportement que les jeunes acquièrent dans les gangs de la rue en Colombie, par exemple, s'opposent à celles transmises à l'école. La violence de la rue que les jeunes Palestiniens ont connue pendant l'insurrection est aussi perçue comme un facteur d'érosion de l'autorité normative traditionnelle des aînés en général, et des enseignants en particulier. Il ne s'agit donc pas uniquement d'identifier les sources de l'autorité normative des divers agents de socialisation (famille, voisinage, école, médias, rue...) et la manière dont elles se concurrencent, mais aussi de déterminer comment ces divers agents peuvent être vraiment complémentaires en vue de constituer un processus d'éducation cohérent et complet.

Culture éducative locale opposée à la culture éducative globale

Il semble important de ne pas restreindre l'analyse à la scolarité publique et de considérer les initiatives de l'enseignement privé. Ceci est particulièrement fondé dans le contexte de la mondialisation économique qui favorise un rôle plus important du secteur privé dans l'éducation et la formation. De façon plus spécifique, il peut être opportun d'examiner de plus près l'ensemble des mouvements religieux qui participent aux initiatives éducatives dans le contexte du développement d'une société mondiale. Bien que la séparation de la religion et des affaires de l'État puisse être considérée comme une contribution à une plus grande tolérance dans certains contextes, la séparation n'est pas universelle. Quel est alors le rôle de la religion dans l'organisation de l'éducation nationale tout en étant dans un monde planétaire et l'étude des religions comparées y a-t-elle sa place ?

Par ailleurs, la mondialisation remet en question la notion même d'intégrité territoriale sur laquelle l'État-nation est fondé. Il est alors opportun d'envisager l'impact de la mondialisation notamment sur les sociétés qui n'ont même pas encore commencé à construire le concept d'État-nation. De plus, la mondialisation peut également être perçue comme une exacerbation des déséquilibres politiques qui n'inciterait qu'à la violence. À l'heure de considérer le relèvement de l'éducation dans le contexte général de la mondialisation, l'accent doit-il être mis sur la scolarité dans la (re)construction de l'État-nation, et/ou sur d'autres choix d'éducation fondée sur la communauté, et/ou sur des modes d'organisation sociale religieuse ? La nature du gouvernement et l'importance de la participation politique des différentes composantes de la société civile sont des questions fondamentales qui demandent un examen minutieux.

Outre le travail important réalisé dans le domaine de l'éducation des réfugiés comme composante traditionnelle du travail d'aide d'urgence, il semble que l'intervention de l'éducation ait un rôle limité dans les situations de conflit. L'éducation ne semble généralement pas être une grande priorité pour les bailleurs de fonds lors des situations d'urgence ou juste après le conflit, tandis que l'aide alimentaire et la santé font généralement l'objet d'une priorité plus grande. Il est important de rappeler que le manque de structures efficaces des autorités centrales dans les zones de conflit rend les stratégies d'intervention éducative pendant les situations critiques très difficiles, voire impossibles à appliquer. Lorsque les bailleurs de fonds s'impliquent dans l'éducation, dans les situations succédant au conflit, ils ont tendance à se concentrer sur la reconstruction la plus visible des infrastructures physiques.

Éducation des réfugiés

En tant que situations générant des réfugiés, les cas d'urgence peuvent se concevoir en trois phases, de la situation critique initiale avec la nécessité de se concentrer sur la décision concernant les personnes déplacées, à celle des ☒ soins et alimentation ☞ dans l'attente d'une solution politique, à celle du retour dans le pays d'origine. Comme dans d'autres domaines d'intervention, il est maintenant suggéré qu'il doit exister une réponse éducative rapide dans les camps de réfugiés nouvellement créés. L'idée maîtresse est que les enfants doivent être réunis rapidement dans des activités éducatives de groupe menées par des enseignants réfugiés utilisant la même langue d'instruction et le même tronc commun que ceux du pays ou de la région d'origine. La philosophie sous-jacente est que puisque les enfants ont droit à l'éducation, les enfants réfugiés ont droit à leur propre éducation, du moins pendant les premières phases d'une situation d'urgence. Il est important d'observer, cependant, que tous les gouvernements ne sont pas coopérants comme cela a été illustré dans le cas des réfugiés rwandais dans l'est du Zaïre lors de l'urgence de 1994. Pour les situations critiques prolongées, le Ministère de l'éducation du pays d'asile a cependant le droit de discuter du programme opportun pour les enfants réfugiés.

Reconsidération du continuum urgence-réhabilitation-développement

Il est reconnu qu'il existe un ☒ déficit théorique ☞ général quant à l'intégration des composantes d'un développement viable dans les efforts d'aide et de réhabilitation dans les sociétés déchirées par la guerre. Cela est d'autant plus compliqué que les phases succédant au conflit ne peuvent pas toujours être clairement identifiées, et trop souvent les situations peuvent toutes être considérées comme des ☒ situations critiques permanentes ☞. Dans ces cas, une intervention (état de préparation) peut devoir être considérée comme faisant partie intégrante des opérations de développement. La résurgence regrettable récente de la violence en Sierra Leone n'est qu'un exemple de la manière de mettre sérieusement en doute la vision d'un continuum linéaire urgence-redressement-développement. De manière plus générale, étant donné que la pression économique chronique se poursuit dans les nations actuellement en crise, la notion d'un développement linéaire est d'autant plus invalidée. Les chercheurs et les décideurs doivent donc réfléchir à des modèles non-linéaires de développement des conflits et tenir compte de la résurgence potentielle du conflit lors de la planification des stratégies d'intervention.

Analyse du contexte politique plus large

Le processus de redressement et de reconstruction dans les sociétés perturbées exige un climat de sûreté et de sécurité. Une fois en place, la définition des choix de politique est intimement liée à la nature de la cessation du conflit armé ou de la paix obtenue. Traditionnellement, l'éducation a bien trop souvent été traitée comme un domaine indépendant, détaché du contexte politique plus large. L'importance du contexte politique plus large dans lequel le développement de l'éducation a lieu est encore plus prononcé après le conflit. L'élaboration de politiques éducatives dans le contexte d'une paix incertaine et d'une instabilité relative, comme c'est le cas actuellement en Palestine, peut représenter un défi majeur. En effet, les frontières des catégories de la paix et du conflit pendant les périodes de transition peuvent être plutôt floues, comme c'est le cas en Sierra Leone.

Détermination des priorités pour la reconstruction économique

Rien que l'ampleur des destructions physiques et le nombre de vies humaines décimées pendant les longues années de guerre au Cambodge pose un dilemme à l'heure de fixer les priorités pour la période succédant au conflit. L'une des composantes de ce dilemme est la simple ampleur des besoins sociaux et économiques urgents et spécifiques des groupes vulnérables et touchés par la guerre (handicapés physiques, veuves, orphelins) et le besoin de réinsérer les soldats démobilisés. De plus, la rupture de l'organisation de l'éducation publique pendant des périodes de conflit prolongé exerce un impact négatif sur le niveau général de l'éducation de base de la population. Dans les cas de destruction de grande envergure comme au Cambodge, une assistance externe massive est nécessaire pour reconstruire une société qui a régressé de plusieurs décennies dans ses efforts de développement social et économique. La complexité de la tâche de la reconstruction nationale de grande envergure demande d'aborder simultanément les nécessités à court et à long terme, tant dans le domaine de l'éducation par opposition à d'autres secteurs du développement social, que parmi plusieurs sous-secteurs de l'éducation.

Combinaison des stratégies à court et à long terme

Les organismes bailleurs de fonds et les décideurs ont des vues de politique à très court terme pour faire face à la complexité et à l'acuité des problèmes existants. De plus, l'incertitude de l'avenir politique, dans le cas de la Palestine par exemple, est perçue comme un obstacle majeur, dans l'articulation des objectifs à court et à long terme, au processus du développement de l'éducation entrepris par l'ANP.

Les expériences de réinsertion de combattants démobilisés et de groupes touchés par la guerre au Cambodge, au Mozambique et en Angola, par exemple, indiquent la nécessité de promouvoir la formation en vue de créer des emplois tant à court terme qu'à long terme. La création d'emplois à court terme s'est révélée efficace sur le plan de programmes de travail nécessitant une main-d'œuvre nombreuse pour réhabiliter les infrastructures de base. La formation à long terme pour l'emploi, par ailleurs, peut cibler les besoins locaux tels que définis par l'évaluation du marché du travail et, lorsque c'est possible, par la construction de systèmes d'information sur le marché du travail. Étant donné qu'il fallait s'occuper rapidement d'un nombre élevé d'anciens soldats, comme c'était le cas en Bosnie, la formation accélérée pour les combattants démobilisés s'est avérée plus adéquate que la formation à long terme.

Rapprochement entre éducation, formation et emploi

Le chômage élevé présente une menace pour la paix durable, notamment dans les situations succédant au conflit. De ce fait, certains organismes officiels tentent d'identifier les types d'aptitudes nécessaires pour la survie après un conflit et de jeter un pont entre la formation

technique et les possibilités d'emploi réelles pratiques. On a également de plus en plus conscience que la formation doit être liée à l'éducation de base de l'adulte et ne doit pas seulement se concentrer sur les compétences techniques, mais aussi sur l'alphabétisation, la numération et sur d'autres connaissances nécessaires dans la vie. Cela s'illustre aussi clairement par la décision du Gouvernement cambodgien de se concentrer à la fois sur l'éducation de base et sur la formation professionnelle.

L'importance de l'éducation non scolaire pour adultes et des programmes d'alphabétisation ainsi que le besoin de compléter les connaissances nécessaires dans la vie et l'éducation de base des adultes par une formation technique, sont également répercutés par les ONG impliquées en Sierra Leone et ailleurs en Afrique. Il faut rappeler que la définition de l'éducation de base adoptée à Jomtien comprenait un large éventail de compétences et les systèmes scolaires potentiels qui ne se limitent pas à l'enseignement primaire. Par ailleurs, on peut soutenir que tant l'éducation que l'emploi, en tant que droits fondamentaux, sont les conditions préalables à la paix et à la démocratie.

Besoin d'initiatives créatrices accélérées

Étant donné la diversité et l'ampleur des besoins en éducation et en formation, ainsi que les contraintes financières et temporelles, il semble nécessaire de concevoir des interventions créatrices pour le relèvement et la reconstruction. Il a toutefois été signalé que le syndrome de dépendance généré par des interventions (prolongées) d'urgence conduit à la déshabilitation des communautés, ce qui rend donc les interventions créatrices d'éducation très difficiles au cours de la phase succédant au conflit. L'utilisation créatrice des ressources locales s'est également avérée être plus rentable que les lourds investissements traditionnels des organismes bailleurs de fonds dans la reconstruction de centres de formation. Le Cambodge a adopté une politique alliant éducation de base et formation professionnelle fondée sur les technologies locales.

Les initiatives créatrices peuvent aussi partir des solutions pour l'éducation fondées sur la communauté et sur des expériences de la base qui se développent pendant les périodes de crise prolongées. Malheureusement, les structures éducatives non scolaires qui peuvent avoir joué un rôle crucial dans la continuation de l'éducation pendant le conflit ne sont pas toujours reconnues officiellement. Cela a été en grande partie le cas dans un certain nombre de pays africains où les enseignants semi-qualifiés et non qualifiés qui ont continué à dispenser l'éducation de base pendant les périodes de conflit n'ont pas été reconnus par les autorités de l'éducation. Cela peut aussi se prolonger jusqu'au fait que les autorités palestiniennes n'ont pas tenu compte de l'éducation clandestine en dehors des écoles qui s'est développée en Cisjordanie et à Gaza en réponse à la fermeture des écoles imposée par Israël. Enfin, le cas de la reconstruction de l'éducation en Bosnie soulève d'importantes questions pour savoir pourquoi et comment des stratégies conçues à l'étranger et menées par les bailleurs de fonds ont été imposées à l'encontre de la logique des expériences locales efficaces. En effet, des programmes de construction d'écoles de type Plan Marshall ont été imposés à la Bosnie de l'après conflit dans un contexte où les efforts de coopération de la part du MDE pour construire des écoles de guerre qui mêlaient initiatives formelles et non formelles avaient été couronnés de succès.

ÉDUCATION POUR LA PAIX

L'éducation pour la paix est à la fois un outil de prévention et de réconciliation sociale. Il semble crucial de définir clairement dès le départ ce que l'on entend par paix et quel modèle de coexistence sociale est envisagé dans chaque contexte spécifique. Comme l'éducation pour la paix, que ce soit dans des buts préventifs ou de réconciliation, est un processus de longue haleine qui vise à modifier les types de comportement en changeant les valeurs et les

perceptions, il est crucial de déterminer comment le facteur temps intervient pour différer les situations de conflit.

Cultures pour la paix

L'éducation pour la paix doit se concevoir au-delà des limites étroites de la scolarité. On peut affirmer que la scolarité seule ne peut avoir un impact majeur sur la promotion de la paix si elle n'est pas supportée par d'autres agents de socialisation et de communication tels que la famille et les médias. En effet, la lutte contre la violence doit se poursuivre à tous les niveaux, y compris dans les médias, dans la rue et dans le comportement quotidien. L'impossibilité pour le système scolaire d'affronter seul le phénomène de la violence a été clairement illustré dans le cas de la violence sociale en Colombie. À la lumière de cette observation, la promotion des cultures pour la paix peut prendre la forme d'initiatives originales telles que le jumelage et la création de centres communs dans le contexte de la coexistence de deux communautés antagonistes (par exemple en Bosnie).

Par ailleurs, dans les situations d'insécurité et de guerre, l'organisation de l'éducation nationale peut ne pas fonctionner, partiellement ou totalement. De ce fait, il peut être plus opportun de s'en remettre à la notion plus générale de ☒ culture pour la paix ☞ qui comprend une multiplicité de réponses éducatives prêtes à l'emploi. Les médias, et la radio en particulier, sont des canaux importants de diffusion d'informations et d'édification de la paix dans les phases succédant au conflit. Les expériences au Burundi et en Somalie offrent des exemples concrets de recours à la culture locale à l'heure de promouvoir des normes minimales de comportement, dans les situations de violence, en utilisant de manière novatrice les films, le théâtre et d'autres formes artistiques.

Gestion de conflit et prévention

Si l'on considère que le conflit est inhérent à la dynamique sociale, la paix n'est pas l'absence de conflit. Il s'agit plutôt d'un mode d'opération dans lequel le conflit est géré par des moyens non violents. Cela requiert toutefois de la justice et un cadre juridique participatif pour garantir l'égalité des droits et des chances à tous les citoyens. Si certains seuils de violence peuvent être considérés comme acceptables dans une société déterminée à une époque donnée de son histoire, les degrés de violence qui dépassent ce seuil constituent des indicateurs clairs que quelque chose ne va pas. L'éducation pour la paix doit donc chercher à aborder les problèmes fondamentaux qui peuvent être à l'origine du conflit.

L'éducation pour la paix comme instrument de changement politique

Ne fût-ce qu'à un niveau collectif, les protagonistes doivent avoir un statut identique, les individus des groupes antagonistes doivent être capables de travailler ensemble pour amorcer le changement politique en vue d'établir une justice pour tous malgré les inégalités politiques qui peuvent exister entre les communautés. La dynamique de paix doit donc être provoquée ou encouragée en employant à bien les forces motivées pour générer le changement. L'éducation pour la paix reste cependant superficielle s'il n'y a pas de support pratique ou de signe de changement. Les personnes concernées doivent avoir un minimum de foi en l'avenir.

Un signe de cette éducation pour la paix fonctionnant dans des situations de conflit peut être illustré par la coopération Palestine-Israël relative à la création de possibilités éducatives fondées sur la communauté pendant la période de fermeture des écoles, caractéristique du temps de l'Intifada. Les leçons tirées de ces expériences sont les suivantes : pour que l'éducation pour la paix soit efficace, il est essentiel que i) elle soit encouragée par des individus et des groupes motivés et ii) que les protagonistes soient impliqués dans la conception et l'exécution des programmes. Il a été démontré que l'éducation pour la paix ne

demande pas de ressources financières considérables. En dehors des expressions audacieuses d'intention sur le plan international, les seules expériences sérieuses dans ce domaine sont cependant de petites expériences partant de la base.

Réconciliation sociale

L'éducation (conjointement à d'autres systèmes) peut aider à définir la nature de la nouvelle société à construire. L'éducation peut aussi servir à dépolitiser et à ☒ panser les plaies ☞ du conflit. Il est vrai que l'impact qualitatif de la destruction sur la culture et les mentalités ou l'ampleur de la ☒ fracture culturelle ☞ dans les cas similaires à celui du Cambodge sont difficiles à évaluer. Néanmoins, l'introduction de l'histoire de la guerre dans les programmes des écoles primaires au Cambodge constitue un bon exemple de tentative de confronter l'expérience de la guerre et de panser les plaies émotionnelles. Dans le même esprit, il existe une étude commune de la manière dont l'histoire du conflit israélo-palestinien est présentée dans les programmes scolaires des deux nations. La refonte des curriculums pour une telle tentative suppose d'aborder les composantes émotionnelles et non cognitives telles que les représentations sociales de l'autre. Dans le contexte de réconciliation sociale dont les efforts de reconstruction nationale dépendent, il faut constituer un mécanisme de dialogue entre les différentes parties afin de trouver les partenaires principaux pour un accord communautaire sur le plan de l'éducation nationale.

☒ *Une ouverture ☞*

Des définitions générales du contenu et de l'organisation des systèmes éducatifs ont dans une grande mesure été imposées pendant le processus de construction historique de l'État-nation. La reconstruction après la crise peut en effet être perçue comme une ☒ ouverture ☞ à condition qu'il y ait une véritable négociation et une consultation entre les protagonistes quant à l'éducation envisagée comme un processus de socialisation. A un niveau plus local, l'éducation pour la paix peut être considérée comme ayant la possibilité de contribuer à la survie et au développement viable de la participation. En effet, le témoignage de la Sierra Leone laisse supposer que nombre d'organisations œuvrant dans le domaine de l'éducation pour la paix ne définissent pas le résultat de leurs efforts comme la ☒ paix ☞, mais plutôt comme une ☒ habilitation ☞ au niveau local et communautaire ou comme une ☒ conscientisation ☞ des droits, des possibilités et des obligations.

Coordination de l'aide internationale

Diverses initiatives de collaboration entre les organismes dans plusieurs sous-secteurs de l'éducation laissent à penser que le manque de coordination est pris plus au sérieux. Bien qu'il soit convenu que la coordination de l'aide en général au sein de la communauté des bailleurs de fonds a fortement évolué ces dix ou quinze dernières années, d'importants écarts persistent dans le domaine de l'aide à l'éducation dans les situations d'urgence et de conflit. Bien que beaucoup de choses se fassent actuellement sur le plan de l'éducation pour la paix en Sierra Leone, par exemple, il n'y a que peu de signes de coordination et les stratégies d'intervention semblent être exécutées de manière chaotique. Il convient aussi de rappeler que la paix est une question politique. En conséquence, des tensions entre l'acquisition et la diffusion des informations peuvent apparaître ainsi qu'une concurrence parmi les ONG pour le financement. Bien qu'il y ait ailleurs quelques signes de relations stratégiques efficaces entre les organismes et entre certains organismes et les ONG, d'aucuns admettent que les efforts pour échanger les expériences et les informations doivent être développés de façon urgente et significative.

Comme l'aide est généralement dictée par les pays bailleurs de fonds qui se fondent

sur des motifs politiques spécifiques, il est crucial que les pays bénéficiaires soient habilités à coordonner cette aide. Des réunions sectorielles régulières réunissant les autorités nationales et les bailleurs de fonds pour échanger et diffuser les informations sur les programmes en cours réalisés en Palestine, constituent un exemple d'une telle initiative de la part du pays ☒ bénéficiaire ↔ ou partenaire. De même, l'essai d'entreprendre des études dans le secteur de l'éducation, menées par des équipes nationales composées d'organismes officiels, de chercheurs nationaux et le gouvernement, comme c'est actuellement le cas au Zimbabwe, illustre ce processus d'habilitation.

LE RÔLE POTENTIEL DE LA RECHERCHE

Commentaires préliminaires

Les recherches sur les problèmes de l'éducation et des situations de conflit requièrent une connaissance approfondie du contexte général dans lequel la violence sociale se développe. Documenter l'ampleur et les causes de la violence dans la société dans son ensemble constitue donc la première étape indispensable dans l'exploration du rôle de l'éducation scolaire dans le développement des conflits.

Documentation de l'ampleur de la violence dans la société

Il est maintenant généralement admis que la violence et les conflits armés deviennent plus courants. Un point de départ nécessaire serait de documenter les manifestations les plus visibles de la violence dans une région donnée à une période déterminée afin d'esquisser le modèle du développement de la violence en société de façon à confirmer l'hypothèse de base.

Analyse des causes premières de la violence

S'il s'avère exact que les degrés de violence s'accroissent et que les conflits armés se font plus fréquents, il deviendrait urgent de chercher à mieux comprendre les causes sous-jacentes, non seulement des manifestations ouvertes de violence, mais aussi de la violence ☒ cachée ↔ ou ☒ silencieuse ↔. De plus, plusieurs facteurs parmi ceux qui ont été identifiés comme étant des catalyseurs, tels que les écarts de connaissance et l'absence des droits fondamentaux, existent dans les pays où la violence à grande échelle ne s'est pas développée. Lors de la tentative d'identifier les causes premières de l'éruption de la violence et du conflit, il peut être opportun d'examiner des situations où la violence n'a pas éclaté. Dans le même esprit, plutôt que de chercher à comprendre pourquoi certains individus ou certains groupes sont violents, la question la plus appropriée peut être de déterminer pourquoi d'autres ne le sont pas. Quels mécanismes spécifiques au contexte permettent de résoudre des conflits sociaux et politiques de manière non violente ?

Élaboration d'un cadre conceptuel

La complexité des questions relatives à l'éducation dans les sociétés perturbées réitère la nécessité des recherches. Ces recherches doivent toutefois être prioritaires et doivent revêtir un caractère pratique pour les décideurs et les praticiens. Un cadre conceptuel adéquat est nécessaire pour établir une typologie des situations et il peut se révéler utile pour faire la distinction entre les divers problèmes en question aux macro, méso et micro niveaux. L'identification du poids relatif de ces problèmes aux différents niveaux et au cours des diverses phases du développement des conflits peut s'avérer utile pour les stratégies d'intervention d'informations sur le choix de partenaires locaux et l'opportunité des systèmes scolaires à employer.

Exploration des dimensions psychologiques

L'impact psychologique de l'exposition à la violence ainsi que la participation pendant les années formatrices de l'enfance et de l'adolescence doit être reconsidéré et faire l'objet de recherches supplémentaires. Quels effets ces changements ont sur l'impact de l'autorité normative que plusieurs processus éducatifs revêtent ?

Développement de systèmes d'alarme précoce

Il est important de surveiller ce qui est transmis par le système scolaire et ses implications potentielles. Dans quelle mesure des indicateurs quantifiables peuvent-ils être développés pour servir de systèmes d'alarme précoce ?

Les systèmes éducatifs comme scènes pour les conflits

Quelles leçons peuvent être tirées de l'ampleur et de la nature de la destruction de l'éducation pendant les périodes de conflit ? Que signifie la prise intentionnelle des systèmes éducatifs pour cible (c'est-à-dire l'adoption de stratégies visant à perturber les processus éducatifs et/ou à détruire le modèle éducatif de l'État et ses produits) par les forces armées ?

Documentation de l'engagement international

Comme l'importance d'aborder l'éducation dans les situations d'urgence se figurait dans la Déclaration de Jomtien (1990) et a été réitérée lors de l'Affirmation d'Amman (1996), qu'est-ce qui prouve qu'il y a effectivement eu un changement dans les allocations du budget à la fois pour l'intervention et pour la recherche ? Dans quelle mesure les organismes internationaux prennent-ils le problème au sérieux ?

Évaluation de l'impact des stratégies d'intervention

Il semble qu'il soit nécessaire d'analyser l'impact de l'intervention d'urgence et succédant au conflit. Cette étude mènerait à une réévaluation critique des hypothèses théoriques de base sur lesquelles se fondent diverses stratégies d'intervention. Étant donné la sensibilité du sujet, une évaluation commune effectuée par des chercheurs, des décideurs et des praticiens des universités, des organisations internationales et des ONG, a été jugée comme étant le type idoine permettant de fournir le degré nécessaire de détachement indispensable pour une telle évaluation.